

Introduction

Montrer l'actualité du sujet dans le cadre de la crise: politiques macroéconomique, insuffisance de la consommation, de l'investissement, faible croissance, question du financement de l'économie. D'un autre côté comportement des consommateurs, chômage et comportement des demandeurs d'emploi. Quand on parle de crise économique il est sous entendu que ce sont les grands agrégats: production, emploi qui sont à analyser.

Différentes analyses: Certains privilégient les failles dans le marché du travail, d'autres au contraire privilégient d'autres causes comme des problèmes dans le financement de l'économie qui auraient des conséquences sur l'investissement et la consommation.

Certaines analyses partent d'une approche microéconomique et d'autre d'une approche macroéconomique.

I. Définition

La différence entre microéconomie et macroéconomie apparaît à priori simple:

La microéconomie est une «*approche qui consiste à rechercher l'explication des phénomènes économiques à partir du comportement des unités de bases de la société*» Bernard Guerrin (dictionnaire d'analyse économique, 2002).

La macroéconomie est une approche qui consiste à analyser l'économie d'un point de vu global à travers les relations qui peuvent exister entre les agrégats (production, revenu national, demande globale)

L'approche mésoéconomique est une approche intermédiaire entre la macroéconomie et la microéconomie.

II. Survol historique

Les approches mercantilistes, physiocratiques, classiques et marxistes sont macroéconomiques. Dans son tableau économique publié en 1758, F. Quesnay analyse la façon dont le produit circule entre les différents groupes sociaux: classe stérile, productive et propriétaires. Il a une analyse en terme de revenu mais également en terme de groupe.

Les néoclassiques ont une approche microéconomique, ils partent des comportements des agents économiques dans un contexte de rareté. Ces agents cherchent à maximiser leur profit. Les déséquilibres sur les différents marchés se résolvent par les mécanismes du prix: le prix joue le rôle de signal et les variations de prix permettent l'équilibre.

L'approche microéconomique va être critiqué par Keynes, qui va avoir une approche macroéconomique. La macroéconomie keynésienne va se développer après la seconde guerre mondiale, ce qui fait dire à Friedman dans les années 50-60 que «*nous sommes tous keynésiens*».

L'approche keynésienne va être remis en cause avec l'échec des politiques keynésiennes à résoudre le chômage ainsi que l'arrivée de nouvelle théorie avec des nouveaux classiques tels que Barro.

L'approche macroéconomique

1. Fondements de la macroéconomie

La macroéconomie va se développer après la crise de 1929. Keynes dans sa théorie critique les politiques économiques d'approche néoclassique qui ont selon lui entraîné la récession.

Selon Keynes, les théories traditionnelles échouent car elles sont incapables d'expliquer les phénomènes globaux. «*Nous avons voulu marquer que nous avions en vu le*

fonctionnement du système économique pris dans son ensemble que nous envisageons les revenus globaux, les profits globaux, la production globale, l'emploi global, l'investissement global et l'épargne globale bien plus que les revenus, les profits, la production, l'emploi, l'investissement et l'épargne d'industrie, d'entreprise ou d'individus considérés isolément. Et nous prétendons qu'on a commis des erreurs graves en étendant au système pris dans son ensemble des conclusions qui avaient été correctement établies en considération d'une seule partie du système pris isolément.»

Pour Keynes, les logiques macroéconomique et microéconomique sont incompatibles, et pour résoudre les questions du chômage il faut avoir une approche macroéconomique et avoir des politiques économiques s'inspirant de cette approche macroéconomique.

2. Les caractéristiques de la macroéconomie

La macroéconomie keynésienne étudie les agrégats mais surtout les relations entre ces agrégats. C'est une approche en terme de circuit et non en terme de marché.

- Les relations sont hiérarchisées, ce sont les entreprises qui décident de la production en fonction d'anticipation sur la demande.
- La production mise en oeuvre par les entreprises génère des revenus qui eux même génèrent la demande réelle.
- Dans l'approche keynésienne, la monnaie joue un rôle actif. La monnaie permet le financement de l'économie qui est à la naissance du circuit. Dans l'approche de Jean Baptiste Say, la monnaie n'a aucun rôle actif
- L'analyse macroéconomique keynésienne étudie les déséquilibres ainsi que leur origine: chômage, inflation, déficit de la balance des paiements courants. Keynes s'appuie sur les déséquilibres: le chômage peut par exemple, représenter un phénomène plus durable, permanent, compatible avec une situation d'équilibre i.e. un équilibre de sous-emploi.
- La macroéconomie keynésienne étudie et justifie les politiques économiques et leurs effets sur la résorption des déséquilibres, comme les politiques monétaires ou budgétaires.
- La macroéconomie étudie les grandes régularités observées et identifiées à partir de statistiques macroéconomiques: les faits stylisés. Pour expliquer ces faits, la macroéconomie utilise des modèles économiques qui représentent l'économie en fonction d'hypothèse sur son fonctionnement sous la forme d'un ensemble d'équation reliant différentes variables et déterminant l'équilibre d'ensemble.

3. Les questions posées par la macroéconomie keynésienne

La macroéconomie keynésienne s'est développée après de la seconde guerre mondiale en même temps que les politiques keynésiennes et à concerné les pays développés.

«*Nous sommes tous keynésiens*» (Friedman, Capitalisme et liberté, 1962) en référence à tous les pays développés qui appliquent des politiques keynésiennes.

À partir des années 1970, selon Mankiw il y a une remise en cause du paradigme keynésien à partir de 1973 à cause de l'échec des politiques keynésiennes sur la stagflation (inflation et chômage). Au niveau théorique, remise en cause de la macroéconomie keynésienne avec en particulier la **macroéconomie «classique»** dans le cadre ce que l'on a appelé la «nouvelle économie classique» avec Lucas et Barro. Ces économistes reviennent à l'idée que les marchés sont équilibrés grâce à la flexibilité des prix. Ils remettent Keynes en cause, surtout au sujet des anticipations avec notamment la théorie des anticipations rationnelles.

D'autres économistes dans les années 70, vont se placer dans le **courant de la synthèse** entre les keynésiens et les libéraux. Ils élaborent dans les années 70 la théorie du déséquilibre. Clower et Malinvaud essayent de réconcilier macroéconomie et

microéconomie, il y a bien une analyse macroéconomie (il y a bien du chômage involontaire) mais vont chercher les fondements microéconomie à ce chômage involontaire. Jusque dans les années 70, entre la microéconomie et la macroéconomie il y avait un «no bridge» et à partir de années 70, certains auteurs vont chercher à expliquer les problèmes macroéconomiques par des fondements microéconomiques.

L'économie nationale vue à travers la comptabilité nationale

La comptabilité nationale présente selon un cadre rigoureux et cohérent toutes les opérations économiques réalisées chaque année dans une nation. Le système de comptabilité nationale date d'après la second guerre mondiale mais le soucis d'étudier l'économie nationale est plus ancien. Au Royaume Unis, c'est en 1665 que William Petty effectue les premiers relevés ou les premières estimations du revenu national, ses travaux seront suivis par ceux de King en 1688. En France c'est Vauban, ministre de Louis XIV, qui avait essayé d'estimer le revenu du royaume pour assurer un meilleur rendement de l'impôt. Mais c'est surtout à François Quesnay, en 1758, que l'on doit le tableau économique où il décrit le circuit économique en analysant la formation et la circulation de la richesse. Quesnay est le père de la comptabilité nationale.

C'est surtout dans les années 30 que la comptabilité nationale va se développer avec les politiques de macroéconomie keynésienne mais aussi avec des études importantes sur les revenus et le développement des statistiques. C'est Kuznets qui fait la première études sur le revenu. La comptabilité nationale est liée à l'intervention de l'État dans l'économie et de la prédominance de la macroéconomie keynésienne, il s'agit pour l'état d'avoir un outils qui permette de connaître, de chiffrer et analyser les grands agrégats.

En France, ce système est mis en place à l'initiative de Claude Gruson en 1954 avec la création d'un Services des études économiques et financière. De 1954 à 1976, le système français est assez particulier et est assez éloigné des systèmes des autres pays développés qui avaient établi une certaine normalisation comme l'OECE. En France on insistait surtout sur les comptes de production et les comptes financiers alors que dans les autres pays on insistait plus sur les revenus. Une réforme de 1976 a présenté le système élargie de comptabilité nationale et c'est ce système la qui est en vigueur aujourd'hui. Des changements ont eu lieu depuis cette période visant à toujours plus d'harmonisation en particulier au niveau européen et depuis 1995, les comptes de la nation établis par l'INSEE sont présenté selon le système européen des comptes.

Cependant, la comptabilité nationale fait aujourd'hui l'objet de nombreuses critiques notamment en ce qui concerne l'évaluation de la richesse. Il est reproché à la comptabilité nationale de ne prendre en compte que les opérations qui passe par le marché et d'ignorer les opérations qui ne passe pas par le marché. Des rapports ont été demandé sur une nouvelle forme d'évaluation de la richesse (ex, fin 2008 par Nicolas Sarkozy en France).

I. Le cadre de la comptabilité nationale

1. Le cadre

Le cadre géographique

- **L'économie nationale** c'est «*l'ensemble des unités résidentes, i.e. des unités qui ont un centre d'intérêt sur le territoire économique.*» (J.P. PIRIOU: la comptabilité nationale)

- Une **unité institutionnelle** est un centre autonome de décision ayant une comptabilité propre (un ménage, une entreprise).
- Le **territoire économique** de la France c'est le territoire géographique métropolitain, les DOM (mais pas les COM) ainsi que les enclaves françaises à l'étranger (ambassades françaises) moins les enclaves étrangères en France (ambassade étrangère en France).
- L'économie nationale comprends des unités résidente qui effectuent des actions économiques pendant un an ou plus sur le territoire. L'économie nationale est bien composée des unités résidentes même si elle n'a pas la nationalité. Elle comprends aussi des unités résidentes mais non présente physiquement sur le territoire économique comme des entreprises qui effectuent des travaux temporaires dans le reste du monde, les touristes français à l'étranger, les travailleurs frontaliers et saisonniers qui vont travailler dans d'autres pays.

Le cadre temporaire correspond à l'année civile. Il faut faire la différence entre **les variables de flux** qui ont une période déterminée (ex: revenu, production, épargne) et **les variables de stock** qui n'ont pas de dimension temporaire (ex: patrimoine, masse monétaire)

2. Les acteurs économiques

En économie et sociologie il y a différentes façons de regrouper les acteurs économiques:

- un découpage par catégorie socio-professionnelle,
- un découpage fonctionnel (fonction de production, de consommation),
- un découpage institutionnel (les ménages, les entreprises, les administrations)

La comptabilité nationale privilégie le découpage institutionnel en regroupant les unités institutionnelles de l'économie nationale en 5 secteurs institutionnels. Ce découpage est fait selon deux critères: la fonction principale (que fait le secteur institutionnel) et l'origine des ressources. (cf. tableau page 6)

II. La production

1. Définition

Selon le système élargie de comptabilité nationale, la production est l'activité économique socialement organisée qui combine des ressources en main d'oeuvre, capital et bien et services afin de fabriquer des biens ou fournir des services; ainsi que le résultat de cette activité.

La comptabilité nationale distingue trois types de production:

- **La production marchande:** production écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché. La production doit être écoulee à un prix économique significatif soit au moins 50% de la production. L'ensemble des biens est marchand, certains services sont également marchands. La production marchande est aussi composé de la production souterraine que l'INSEE essaie d'évaluer.
- **La production pour emploi final propre:** il s'agit de la production de biens et services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale ou pour son investissement (ex: usine de métallurgie fabriquant ses propres robots). Cette production est importante pour les ménages lorsqu'ils emploient du personnel domestique mais aussi la production de services logement lorsqu'un ménage est propriétaire.
- **La production non marchande:** production fournie à d'autre unités soit gratuitement soit à un prix économiquement non économiquement significatif. (ex: université, école)

LES 5 SECTEURS INSTITUTIONNELS

<u>Secteur institutionnel</u>	<u>Fonction principale</u>	<u>Ressources principales</u>
Sociétés non financières	Produire des biens et des services marchands non financiers (vendu à un prix de marché couvrant le coût de production)	Produits des ventes
Sociétés financières (ex: Banque, assurance)	Financer (collecter, transformer et répartir les disponibilités financières) et assurer (garantir le paiement en cas de risques)	Primes contractuelles, cotisations volontaires et intérêts
Administrations publiques (APU)	Produire des services non marchands destinés à la collectivité ET effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales	Versements obligatoires effectués par les autres secteurs (impôts, cotisations sociales)
	<p>Les administrations publiques comportent trois sous-secteurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les administrations publiques centrales (APUC): l'État, et les organismes divers d'administrations centrales (ODAC) comme le CNRS, les universités, etc. • Les administrations publiques locales: régions, département, communes, EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) et organismes divers d'administration local (ODAL) comme les régies, chambres de commerce, d'industrie, etc. • Les administration de sécurité sociale (ASSO): unités qui redistribuent des prestations sociales à partir de cotisations sociales obligatoires et organismes auxquels ces unités procurent des ressources principales: CAF, Sécurité sociale, hôpitaux publics, etc. 	
Ménages	Consommer et, en tant qu'entrepreneurs individuels, produire des biens et des services marchands non financiers.	Revenus des facteurs de production, transferts effectués par les autres secteurs, produits de la vente.
Institution sans but lucratif au services des ménages	Produire des services non marchands réservés à des groupes particuliers de ménages et, dans certains cas produire sans but lucratif des services marchands destinés aux ménages.	Contributions volontaires effectuées par les ménages, subventions et dans certains cas ventes de services marchands.
Reste du monde	Opérations entres résidents et non résidents.	

2. Le PIB

Le PIB (produit intérieur brut), au niveau microéconomique, la production réalisée par les entreprises est évaluée en valeur en multipliant le prix par la quantité produite. Cette évaluation en valeur suppose que le prix reflète la production. Dans la théorie économique, les économistes (Smith, Ricardo) basent la valeur sur la quantité de travail et d'autres économistes (Say) qui se basent sur l'utilité. Au niveau concret, les différentes statistiques observent qu'un même bien ou service peut avoir plusieurs prix selon le moment où on l'achète. Pour ce qui concerne la production non marchande (ex : éducation nationale), cette production est évaluée au coût de revient.

Pour évaluer la production au niveau mésoéconomique et au niveau macroéconomique il faut enlever les consommations intermédiaires à la production réalisée par les entreprises pour obtenir la valeur ajoutée brute. Les consommations intermédiaires sont les biens et services achetés à d'autres entreprises et qui disparaissent dans le processus de production (ex : matières premières, expert comptable, etc). La valeur ajoutée brute réalisée par une entreprise est égale à la production moins les consommations intermédiaires. Les entreprises pour produire utilisent du capital fixe (ex : machins), capital qui s'use au cours du processus de production, ce capital doit être amorti. La comptabilité nationale calcule la valeur ajoutée nette, avec la valeur ajoutée brute moins la consommation de capital fixe.

Le PIB est un agrégat qui mesure la production réalisée par les résidents sur un territoire économique donnée. Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des branches marchandes et non marchandes. Au niveau technique, la production est évaluée hors TVA et hors droits de douanes, pour calculer le PIB il faut réintégrer ces éléments et on enlève les subventions à l'importation. Pour JP Piriou, le PIB est donc la valeur au prix de marché des biens et services produits par des unités résidentes et disponibles pour les emplois finals.

3. Le PIB, quel indicateur de richesse ?

Le PIB est un indicateur qui est utilisé pour mesurer la création de richesses sur un territoire donné. Cet indicateur est beaucoup utilisé pour faire des comparaisons internationales, notamment avec le PIB par habitant.

La croissance du PIB est souvent associée à une meilleure situation économique, car la croissance du PIB est associée à la hausse des revenus, à la diminution du chômage, à la croissance des richesses fiscales et sociales. Cependant le PIB comme agrégat mesurant la création de richesses a fait l'objet de multiples questionnements et critiques dès le début des années 1970 avec notamment en 1971 le rapport appelé «*halte à la croissance*» dans lequel on s'interrogeait sur l'épuisement des ressources naturelles, en particulier les ressources énergétiques.

Des indicateurs nouveaux ont été créés à partir des années 1990, comme l'indicateur de développement humain (IDH), cet IDH permet de comparer les pays de développement différent, en ajoutant d'autres dimensions au PIB comme l'espérance de vie ou le niveau d'éducation. En effet les statisticiens ont remarqué des classements différents selon si l'on prenait comme un indicateur le PIB ou l'IDH. A cette même période, la dimension environnementale a pris beaucoup d'importance avec notamment le rapport Brundtland en 1987 définissant la notion de développement durable pour protéger les générations futures.

En 2008, Nicolas Sarkozy avait évoqué les critiques pouvant être faites au PIB et avait convoqué un groupe d'expert notamment Stieglitz pour réfléchir sur d'autres indicateurs.

Le PIB ne prend en compte que les biens et services fournis par les branches marchandes et non marchandes. Or une partie de la production réalisée échappe au marché et à l'Etat (ex: la production réalisée dans le cadre de l'économie domestique, celle dans le cadre du bénévolat, etc). Le travail au noir est évalué par l'INSEE mais de façon approximative, et cette difficulté est d'autant plus renforcée en temps de crise.

Le PIB prend en compte certaines productions car elles passent par le marché alors qu'elles ont des effets externes parfois négatifs (exemple : les coûts de dépollution).

Le PIB est indicateur de flux et non pas un indicateur de stock, on mesure ce qui est produit et non pas ce qui est enlevé au capital. Le calcul du PIB ne prend pas en compte la répartition des revenus, en effet une croissance du PIB a des conséquences différentes suivant si la répartition des revenus est égalitaire ou non. De plus, la valeur de la production est donnée par le prix alors que le prix ne reflète pas toujours la valeur des biens et services dans des économies mondialisées et qui reposent de plus en plus sur les services.

II. Les revenus

1. Définitions

Les opérations de répartitions sont des opérations qui décrivent la formation et la circulation des revenus. Les opérations s'effectuent en les secteurs institutionnels résidents mais aussi le reste du monde. Toute opération de répartition est issue directement ou indirectement de la production (salaires versés, dividendes versés en rémunération de l'achat d'actions).

2. Le déroulement de la répartition

La répartition se fait en deux temps :

• **La répartition de la valeur ajoutée entre les secteurs institutionnels** qui ont contribué à la production : ceux qui apportent le travail, ceux qui apportent le capital et l'Etat qui apporte les infrastructures et forme les salariés. La valeur ajoutée est donc partagée en trois grandes parts :

- La rémunération des salariés (salaires et cotisations sociales)
- Les impôts sur la production déduits des subventions accordées aux entreprises
- L'excédent brut d'exploitation (c'est la différence entre la valeur ajoutée et les deux autres parts).

Le taux de marge est la part qui revient au capital (= $EBE/VAB \times 100$).

• **Les opérations de répartitions entre les différents secteurs institutionnels.** La répartition de la valeur ajoutée ne nous donne pas le revenu disponible brut de chaque secteur institutionnel. Pour calculer ce revenu il faut tenir compte des opérations entre les différents secteurs institutionnels :

- Dividendes, intérêts, loyers versés ou reçus
- Revenu des transferts versé par les administrations (allocations chômage, logement, RMI)

Les administrations jouent un rôle de redistribution des revenus, les impôts et les cotisations forment les prélèvements obligatoires et le taux de prélèvements obligatoire se calcule en fonction du PIB. Les différents revenus versés par les administrations publiques

sont appelés les transferts sociaux. Il faut distinguer les prestations sociales d'une part et d'autre part les transferts sociaux en nature.

Les prestations sociales sont de deux types :

- **Prestations d'assurance sociale** versée aux ménages ayant acquis des droits grâce à des cotisations sociales préalables: les allocations familiales, les pensions de retraites, les allocations chômage (Bismarck)
- **Prestations d'assistance sociale** en espèces versées en dehors de tout système de cotisations préalables : minimum vieillesse, revenu de solidarité active (RSA), allocation d'adulte handicapé (Beveridge)

Les transferts sociaux en nature comprennent :

- **Prestations sociales en nature**: remboursements des dépenses de santé « tiers payant » (produit non remboursé à l'acheteur mais payé directement au vendeur), les allocations logement correspondant à des biens fournis par les producteurs marchands.
- **Transferts de biens et services non marchands individuels**: dépenses d'éducatons fournies gratuitement (ex : université), dépenses de santé fournies gratuitement (ex : hospitalisation).

Le revenu disponible brut (RDB) est obtenu après toutes les opérations de redistributions, c'est le revenu qui va être disponible pour la consommation. Pour les ménages, il est égal au salaire perçu plus le revenu de la propriété moins le revenu de la propriété versé (c'est le solde du revenu primaire). On prend le solde du revenu primaire on ajoute le revenu des transferts et on enlève les prélèvements obligatoires.

On observe une certaine inadéquation entre l'évolution des revenus et l'évolution ressentie par les ménages. Alors que jusqu'en 2010 en France, l'INSEE observait un accroissement des revenus disponibles, les ménages dans les différentes enquêtes disaient que le revenu disponible diminuait. Cette distorsion est dû au fait qu'il y a de plus en plus chez les ménages de dépenses dites contraintes qui augmentent plus que le revenu. Depuis 2008, l'INSEE calcul le revenu dit arbitral qui est égal au revenu disponible moins les dépenses pré-engagées (dépenses liées au logement, la téléphonie, les frais de cantine, la télévision, les assurances, les services financiers, etc).

3. Du revenu national au revenu disponible brut

Le revenu disponible brut (RDB) dans une économie nationale est égal à la somme des revenus institutionnels résidents. Cependant il peut être calculé à partir de PIB, il se calcule en deux temps:

Revenu national brut (RNB) = PIB + revenus des facteurs de production versés par le reste du monde – revenus des facteurs de production versés au reste du monde

Revenu national disponible brut = RNB + transfert courants versés par la reste du monde – transferts courant versés au reste du monde.

IV. La dépense

La dépense est l'utilisation de la production ou l'emploi de la production. Elle est appelé la demande qui va s'adresser à l'économie.

1. La consommation

Elle correspond à la destruction de biens ou de services. Il faut distinguer la consommation finale des consommations intermédiaires. La consommation finale est constituée par la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction des besoins humains, qu'ils soient individuels ou collectifs. Par définition, les sociétés et les entrepreneurs individuels n'ont pas de consommation finale.

En comptabilité nationale, il faut faire la différence entre la dépense de consommation et la dépense effective. En effet, toute consommation n'entraîne pas nécessairement une dépense pour le secteur institutionnel qui consomme.

Pour les ménages, la dépense de consommation comprends: les biens et services marchands consommés par les ménages comme les achats de biens durables et non durables. Les fournitures de services marchands. Le loyer.

Les paiements partiels des ménages, les services domestiques fournis par le personnel salarié que les ménages emploient.

Les ménages sont à la fois producteurs de services et consommateurs.

Les services de logements des propriétaires occupants. Les ménages sont à la fois producteurs et consommateurs de leurs logements.

La dépense des consommations comptabilisé par la comptabilité nationale sous-estime les ménages, car certains services sont rendus par les administrations public à titre gratuit ou semi gratuit. C'est services sont considérés comme des transferts sociaux en nature. La comptabilité nationale introduit la notion de :

Consommation effective = dépense de consommation + transfert sociaux en nature

La consommation effective permet de faire des comparaisons internationales dans la mesure ou dans certains pays, certains services ne sont pas pris en charge par l'état ou les services publics et constitue donc une dépense de consommation des ménages.

Les transferts sociaux en nature correspond aux dépenses des administrations individualisable, i.e. que les ménages en profitent directement.

La dépense de consommation des administrations comprends à la fois la consommation finale individualisable de celle-ci mais aussi la consommation collective non individualisable (entretien des routes, justice, police...) qui profite à l'ensemble des SI.

La consommation effective des administration ne comprends que ces services non individualisables.

Il faut également tenir compte du rôle joué par les ISBLSM qui accordent certains services gratuitement. Ces services sont des dépenses pour les administrations mais une consommation effective pour les ménages.

Au niveau macroéconomique, la consommation finale effective est égale à la dépense de consommation finale.

Au niveau globale la consommation correspond à la propension à consommer = consommation finale / revenu disponible brut

2. L'épargne: un résidu

L'épargne brut = RDB - Consommation finale

Pour les sociétés l'épargne brut est égale au RDB.

3. L'investissement

Opération qui consiste à augmenter le stock des moyens de production; machines, équipement, infrastructure mais aussi acquisition de connaissance et formation des hommes. Il y a donc une forme matérielle et immatérielle de l'investissement.

La comptabilité nationale mesure l'investissement par la formation brute de capital fixe.

La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) est définie comme la valeur des acquisitions (nette des cessions) d'actifs fixes par les producteurs résidents (utilisés de façon continue pendant plus d'un an)

- Les **actifs corporels** sont les machines, logements, autres bâtiments et ouvrages (routes, ponts...) ainsi que les grosses réparations.
- Les **actifs incorporels** sont les logiciels, les oeuvres littéraires et artistiques ainsi que les frais de prospection minière (nouveau système 1995) et les acquisitions d'oeuvre récréatives littéraires et artistiques originales. Par contre, les dépenses de formation, de recherche développement et de publicité ne sont pas comptabilisées.

Taux d'investissement = FBCF / PIB

Il mesure l'effort d'investissement ou le taux d'investissement de la nation. Pour chaque secteur institutionnel il est calculé le taux d'investissement qui est égale à **FBCF/VAB**

V. L'équilibre emplois-ressources

1. En économie fermée

La ressource en bien correspond à la disponibilité des produits. La seule ressource est la production mesurée par le PIB. Les secteurs institutionnels vont utiliser cette ressource. Les deux emplois possibles sont la consommation et l'investissement.

Il y a équilibre entre emploi et ressources lorsque **PIB = C + I**

Cette équation signifie que la production est entièrement utilisée, les variations de stocks étant considérées comme de l'investissement.

Cette équation ne nous permet pas de savoir quel est le niveau du PIB, si il s'agit d'un niveau de plein emploi, sur emploi, etc. Ce n'est pas une analyse économique, c'est de la comptabilité.

En économie fermée, toute la production est distribuée sous forme de revenu aux résidents. Le PIB est donc égal au RDB.

RDB = C + S

En économie fermée l'équilibre comptable peut s'écrire

PIB = C + I

RDB = C + S

ce qui signifie que l'équilibre peut aussi s'écrire **S = I**

VAB = Valeur Ajoutée Brute
C = Consommation
I = Investissement
S = Épargne
X = Exportation
M = Importation

2. En économie ouverte

Les ressources proviennent du reste du monde: ce sont les importations

Les emplois sont destinés au reste du monde: ce sont les exportations

PIB + M = consommation finale des ménages + I + X

Cette équilibre comptable est toujours vérifié. Cependant, il peut être interprété de différente façon.

La demande intérieure c'est aussi la capacité d'absorption de la production d'une économie d'un pays.

Lorsque la balance des Biens et Services est excédentaire, cela signifie que l'économie produit plus qu'elle ne dépense: le PIB est alors supérieur à la demande intérieure.

Si le PIB est déficitaire, cela signifie que la demande supérieure au PIB

Au niveau de chaque secteur institutionnel,

Le besoin et la capacité de financement = S - I

Lorsque S est supérieur à I, le secteur institutionnel est à capacité de financement: il y a un surplus d'épargne par rapport à ces investissements il est donc à capacité de financement, il va pouvoir utiliser cet excès pour financer les autres secteurs institutionnels. Lorsque l'épargne est inférieure à l'investissement, le secteur institutionnel a un besoin de financement, il a plus investi qu'il n'avait de possibilité d'épargne. Ce secteur va donc devoir se financer auprès des autres secteurs institutionnels.

En macro, la somme des besoins et des capacités de financement constitue le besoin ou la capacité de financement de la nation

La somme des besoins et des capacités de financement en économie fermée = 0. Les agents à capacité de financement vont financer les agents ou secteurs institutionnels à besoin de financement.

En économie ouverte, la situation est différente car l'économie a besoin de financement a un déficit d'épargne, et va pouvoir se financer auprès du reste du monde.

Une éco a capacité de financement a un excès d'épargne par rapport à l'investissement et va donc pouvoir financer le reste du monde.

Hypothèse de simplification:

On va supposer que le **PIB = RDB** ou **PIB = C + I + (X-M)**

$$\text{RDB} = C + I + (X - M)$$

Un pays qui a un excédent de sa balance courante a un excédent d'épargne. Un pays qui a un déficit de sa balance courante a un déficit d'épargne.

Partie II : Les fonctions de consommation et d'investissement

Section 1 : La fonction de consommation

La consommation peut être analysé au niveau macro et pas micro. Ce cours a pour objet d'analyser les déterminants de la consommation et d'expliquer l'évolution de la consommation des ménages, leurs dépenses.

Depuis les années 90, la dépense de consommation des ménages augment de façon assez régulière et les fluctuations de la consommation sont beaucoup moins importantes que les fluctuations du revenu.

I. La fonction de consommation keynésienne

Keynes en 1836 va s'opposer aux classiques et néoclassique en matière d'analyse de consommation. Ces économistes considéraient que les agents économiques arbitraient entre consommation et épargne en fonction du taux d'intérêt. Pour eux, l'épargne est une consommation différée et le taux d'intérêt est le prix de la renonciation à la consommation.